

PRÉFET DE L'AIN

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité départementale de l'Ain

Affaire suivie par : Philippe ANTOINE
Unité départementale de l'Ain
Tél. : 04 74 45 07 70
philippe-b.antoine@developpement-durable.gouv.fr
Réf : 20200110-RAP-S2-20-005 PA

ARROW GENERIQUES

à

ST VULBAS

Rapport de recevabilité d'une demande d'enregistrement

Etablissement : Allée du mont Bron
Parc Industriel de la Plaine de l'Ain
01150 SAINT VULBAS

Siège social
26 avenue Tony Garnier
69007 LYON

Code S3IC 32 - 02613

Activités principales : Entrepôt logistique

Régime : Enregistrement (E)

Priorité : P3

I – Identité du demandeur

Raison sociale : ARROW GENERIQUES

Forme juridique : SASU

Adresse du siège social : 26 avenue Tony Garnier
69007 LYON

Adresse de l'établissement : Allée du mont Bron
Parc Industriel de la Plaine de l'Ain
01150 ST VULBAS

II – Présentation du projet

La société ARROW Génériques, identifiée sous la marque « Laboratoires Arrow » est un laboratoire de qui conçoit, fabrique et commercialise des médicaments génériques de prescription, des médicaments de marque, des médicaments conseils et des dispositifs de selfcare.

Arrow Génériques est détenu par le groupe indien AUROBINDO depuis 2014.

Le projet concerne la création d'un entrepôt logistique de stockage et de conditionnement de produits pharmaceutiques d'une surface de plancher d'environ 25 000 m² sur un foncier de 7 ha.

Le laboratoire Arrow souhaite implanter cet entrepôt à proximité de son siège social, à Lyon.

Il s'agit d'un projet nouveau. Les terrains sont actuellement des champs à usage agricole.

III – Installations classées et régime

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L 512-7 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

- Rubriques ICPE :

Rubrique	Libellé	Régime	Description et volume de l'activité
1510.2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) a l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 2. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 300 000 m ³	E	Hall A : 8 440 m ² – 115 628 m ³ Hall B : 7 597 m ² – 104 79 m ³ Hall C : 4 231 m ² – 32 150 m ³ Volume total : 251 863 m ³
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	D	1 local de charge de 300 kW
4331.3	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 a l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	DC	Stockage de liquides inflammables dans la sous-cellule dédiée. Quantité maximale : 60 tonnes

- Rubriques IOTA :

Rubrique	Libellé	Régime	Description et volume de l'activité
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous sol, la superficie totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieur à 1 ha mais inférieur à 20 ha	D	Infiltration des eaux pluviales de toitures et de voiries : Toitures : 24 050 m ² Voiries : 16 402 m ² Total : 40 452 m ²

La procédure enregistrement ICPE « embarque » la procédure déclarative IOTA.

IV – Caractère complet ou non du dossier

Le dossier transmis le 7 janvier 2020 comporte l'ensemble des pièces et documents exigés par les dispositions des articles R.512-46-3, 4, 5, 6 du code de l'environnement

V – Caractère régulier ou non du dossier

L'examen du dossier montre deux non conformités par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :

- de par sa configuration, le mur séparatif entre la hall C et la hall D ne peut pas disposer d'aires de mise en station des moyens aériens de défense incendie au droit de celui-ci. L'exploitant doit confirmer qu'il a bien prévu des moyens fixes ou semi-fixes pour assurer le refroidissement du mur séparatif entre les halls B et C.

VI – Décision au cas par de l'autorité environnementale

Le projet est soumis à examen, au cas par, de la nécessité de réaliser une évaluation environnementale (article R 122-2 du code de l'environnement, rubrique 39 – a : construction avec une emprise au sol supérieur à 10.000 m²).

L'exploitant a joint la décision de l'autorité environnementale du 10 septembre 2019 de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale.

VII – Conclusion et proposition

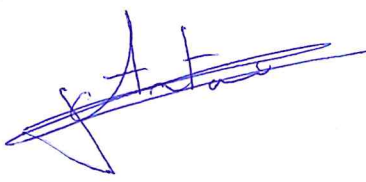
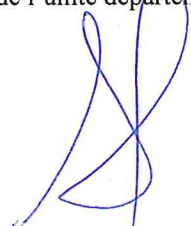
L'avis formulé dans le présent rapport est émis sans préjuger des consultations prévues dans le cadre de la procédure réglementaire, lesquelles sont susceptibles de faire évoluer la perception des différents éléments du dossier.

Au regard des dispositions des articles R.512-46-3, 4, 5, 6 du code de l'environnement, le contenu des différents éléments fournis par la société « Arrow génériques » paraît, à ce stade d'examen de la demande, en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec la sensibilité de l'environnement du projet, au regard des intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement.

Sous réserve que le pétitionnaire confirme qu'il a bien prévu d'installer des moyens fixes ou semi-fixes pour assurer le refroidissement du mur séparatif entre le hall B et le hall C, le dossier de demande est estimé complet et régulier, et peut être communiqué au conseil municipal de la commune où l'installation est projetée, à celui des communes concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source et au moins à celles dont une partie du territoire est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre du projet en application des dispositions de l'article R.512-46-11 du code de l'environnement.

Cette consultation concerne donc les communes de SAINT VULBAS et LA BALME LES GROTTES.

Les dispositions régissant la consultation du public peuvent être prises par arrêté préfectoral conformément aux dispositions de l'article R.512-46-12 du code de l'environnement.

<p>L'ingénieur de l'Industrie et des Mines</p>  <p>P. ANTOINE</p> <p>Le 13 janvier 2019 2020</p>	<p>Pour la directrice et par délégation, L'adjoint au chef de l'unité départementale de l'Ain</p>  <p>Jean-Pierre SCALIA</p> <p>Le 13 janvier 2019 2020</p>
---	--

Liste des observations :

Observation n°1 : murs séparatifs et aire de mise en station des moyens aériens

PJ 6 (conformité au paragraphe 3.3.1 de l'AM du 11/04/2017)

Le mur séparatif entre les halls B et C a une longueur supérieure à 50m et la hall B a une surface supérieure à 6000 m². Compte tenu de l'implantation, il ne paraît pas possible que des aires de mise en station des moyens aériens soient positionnées au droit du mur.

L'exploitant devra confirmer qu'il a bien prévu des moyens fixes ou semi-fixes pour assurer le refroidissement du mur séparatif entre les halls B et C.